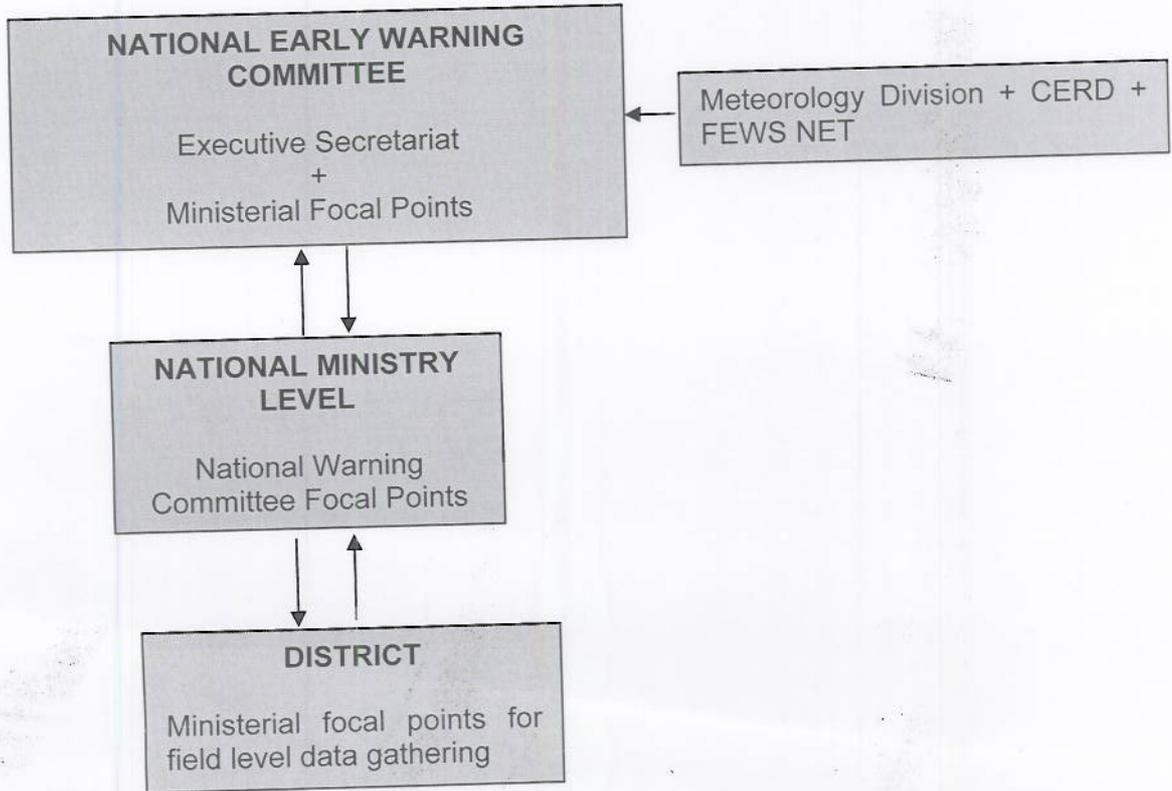


Organigramme du Comité National d'Alerte Précoce aux Catastrophes (CAPC)



Produit 4: Des plans de contingence sectoriels sont développés et alignés avec le plan ORSEC;

Le plan ORSEC va être actualisé en 2012 grâce au projet financé par la Banque Mondiale et géré par le CERD. Le plan ORSEC est le plan général des secours en cas de catastrophe. Le projet va davantage explorer les besoins pour l'élaboration des plans de contingence sectoriels comme le plan de contingence du ministère de la santé ou encore le plan de contingence du ministère de l'éducation. Le projet va former les différents départements sectoriels à la rédaction des plans de contingence.

Produit 5: des bonnes pratiques de réduction des risques de sécheresse et d'inondation sont implémentées au niveau des communautés;

Etant donné que les sécheresses et les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes et les plus destructrices à Djibouti, le projet va cibler les communautés les plus exposés à ces deux risques à travers le pays pour l'implémentation des mesures de réduction des impacts des ces deux risques. La réduction des risques de sécheresses va cibler les communautés rurales alors que pour les inondations, ce sont les communautés les plus à risques de la ville de Djibouti qui seront visées. La réduction des risques de sécheresse va inclure l'amélioration des options de collecte d'eau, la formation des communautés sur la collecte des eaux de pluie, la promotion de la reforestation et la gestion des parcours de pâturages. Cela va également inclure l'introduction

d'alternatives de subsistance afin de réduire la dépendance à l'élevage seul et ainsi minimiser l'exposition au risque. Les régions ciblées seront l'ensemble des régions pastorales du pays. La réduction de l'exposition aux risques d'inondation va inclure la construction des digues de protection, des formations pour les communautés sur l'évacuation lors des inondations et la sécurisation des biens contre les inondations. Les interventions au niveau des communautés vont inclure également des formations sur les plans de contingence, la préparation et la réponse. Dans le cadre du projet, les communautés seront d'abord mobilisées à travers les groupes et organisations communautaires existantes. Des évaluations des risques au niveau des communautés seront par la suite conduites. Des ateliers de sensibilisation et de formations seront alors organisés au profit de ces communautés cibles identifiées comme les plus exposées aux risques de sécheresses et d'inondations. En milieu rural, les communautés seront encouragées à contribuer sous la forme de travail contre cash ou nourriture pour la construction d'infrastructures d'eau qui aideront les communautés à mieux faire face aux sécheresses. Le Ministère de l'Agriculture ainsi que le Ministère de l'Eau seront sollicités par le SEGRC pour l'implémentation de la composante communautaire de ce projet.

III. THEMES TRANSVERSAUX

Prise en compte du genre dans les interventions du projet

Le projet prévoit plusieurs approches pour l'intégration du genre dans ses différentes interventions. Au niveau politique, l'UNFD sera invité à faire partie du Comité de Pilotage du projet pour représenter les besoins en développement des capacités des femmes. Au niveau des produits, une attention spécifique sera accordée à la dimension genre dans l'implémentation des produits 2,3 et 5.

Dans le produit 2, l'équipe en charge de l'exécution du projet va s'assurer que les femmes seront représentées dans les ateliers de formations et qu'elles puissent ainsi bénéficier du renforcement des capacités en matière de préparation et de réponse.

Dans le produit 3, l'UNFD sera invité à faire partie du Comité National d'Alerte Précoce aux Catastrophes (CAPC) pour s'assurer que les questions concernant les alertes ainsi que la communication soient également dirigées vers les femmes.

Dans le produit 5, la participation des hommes et des femmes sera garanti dans toutes les activités d'identification des communautés, l'organisation des communautés, la sensibilisation et les simulations.

IV. BENEFICIAIRES ET IMPACTS

Le projet va bénéficier à tous les niveaux : national, régional et communautaire. Au niveau national, le CTI, le CIM, les ONG, les conseils régionaux ainsi que les agences de l'ONU vont bénéficier du projet. En particulier près de 1080 officiels seront formés sur la préparation et la réponse face aux sécheresses et aux inondations. En plus de cela 250 officiels seront formés sur les concepts d'alerte précoce face aux aléas climatiques.

Les bénéficiaires les plus importants sont les communautés les plus vulnérables dans les zones pastorales et dans les zones exposées aux inondations de Djibouti-ville. Ces communautés vont directement bénéficier des interventions du projet en matière de réduction des risques basées sur l'approche communautaire (produit 5). Ces bénéficiaires seront une amélioration de la mobilisation des eaux de surface et des eaux souterraines, une meilleure gestion des pâturages et des maigres ressources forestières, la préparation des communautés, la sensibilisation des communautés et l'organisation des communautés. Les communautés vont également bénéficier des nombreuses autres interventions comme les messages d'alerte précoces. En plus de ces communautés qui présentent des profils de risques importants, le projet va également bénéficier à la plus large communauté du pays qui présente un risque si petit soit-il à travers le fonctionnement effectif du SEGRC, du CTI et du CIM. L'amélioration des capacités nationales dans la préparation

et le réponse va aider dans la réduction des pertes humaines et des pertes et dommages matériels après les sécheresses et les inondations.

Il est estimé qu'au moins 50,000 personnes vont directement bénéficier parmi les communautés cibles les plus vulnérables aux aléas tandis que l'ensemble de la population Djiboutienne va bénéficier indirectement du projet. A travers l'engagement des toutes les catégories d'acteurs concernés; que cela soit au niveau politique, administratif, des ONG, des conseils régionaux, des communautés et des Nations-Unies, le projet va créer une culture de la préparation et de prévention à Djibouti. Sur le long terme, cela va contribuer à réduire les risques de catastrophes et participer au développement durable du pays.

V. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Années : 2012-2014

Intended Outcome as stated in the Results and Resource Framework:

Amélioration des capacités du gouvernement de Djibouti et des communautés vulnérables du pays pour l'organisation effective de la préparation de la réponse et la réduction des pertes dues aux catastrophes.

Indicateurs d'effets:

- Le gouvernement de Djibouti organise dans des délais appropriés la préparation et la réponse aux catastrophes grâce à une coordination ;
- Les communautés sélectionnées mettent en oeuvre des mesures préventives pour atténuer les impacts de la sécheresse en milieu rural et des inondations à Djibouti;

Applicable Key Result Area (UNDAF): Effet. Tous les acteurs (Gouvernement, Parlement, Secteur Privé, Régions et Société Civile) élaborent et mettent de manière participative et transparente les politiques de développement.

Stratégie de Partenariat : Le projet va aider à la construction de partenariat entre les différents ministères du gouvernement de Djibouti dans le but d'améliorer la coordination nationale pour la préparation et la réponse aux catastrophes. L'organisation de réunions régulières du CTI et du CIM va faciliter la coopération étroite entre les ministères.

Project title and ID (ATLAS Award ID):

INTENDED OUTPUTS	OUTPUT TARGETS FOR (ANNÉES)	INDICATIVE ACTIVITIES	RESPONSIBLE PARTIES	INPUTS
<p>Produit 1: Le SEGRC est renforcé pour une meilleure coordination de la préparation et de la réponse face aux catastrophes;</p> <p>Référence: Instituts en charge de la GRC peu fonctionnelles Culture de préparation aux catastrophes non existante Capacité de réponse aux catastrophes faibles pour cause de structures de coordination faible</p> <p>Indicateurs:</p>	<p>Cibles (année 1) 5 experts nationaux en GRC placés dans les 5 régions 1 expert national en communication des risques et en alerte précoce placé au SEGRC 1 expert international spécialiste de la GRC placé au SEGRC Equipements et fournitures fournis au SEGRC pour l'installation du nouveau staff</p>	<p>Activité 1.1. Déploiement du staff technique au SEGRC et dans les régions; Activité 1.2. Fourniture au SEGRC des équipements et des fournitures; Activité 1.3. activation du CTI et du CIM par l'organisation des réunions régulières</p>	<p>Ministère de l'Intérieur</p> <p>de</p>	<p>Consultants/Experts Equipement informatiques Vehicule Staff</p>

<p>1. Nombre d'experts techniques déployés au SEGRC et dans les régions</p> <p>2. Nombre d'équipements fournis au SEGRC</p> <p>3. Nombre de réunions du CTI et du CIM organisées par année</p> <p>4. nombre de réunions dont les ordres du jour concernent la préparation et la réponse aux catastrophes;</p>	<p>Réunions du CTI et du CIM organisées de façon régulières</p> <p>Cibles (année 2 et 3) Déploiement du staff technique prolongé .</p>			
<p>Output 2: Les capacités techniques des ministères, des ONG, des conseils régionaux et des agences de l'ONU sont renforcées;</p> <p>Référence: Peu d'officiels du gouvernement formés sur la GRC Peu d'ONG formés sur la GRC Les staff UN formés sur la GRC mais insuffisamment ;</p> <p>Indicateurs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de syllabus préparés; 2. Nombre de formations et de simulations organisés 3. Nombre d'officiels formés; 	<p><u>Cibles (Année 1):</u> Syllabus préparés; Formations des formateurs sur chaque thème de la GRC; <u>Cibles (année 2-3):</u> 24 formations seront organisées;</p>	<p>Activité 2.1: Préparation des syllabus pour 12 formations; Activity 2.2: Organisation de 12 formations; Activité 2.3: Organisation de 24 formations;</p>	<p>Ministère de l'Intérieur</p>	<p>Consultants Voyages Organisation de l'atelier</p>
<p>Produit 3: Un système d'alerte précoce à la sécheresse et aux inondations est mis en place pour une réponse;</p> <p>Référence: Système d'alerte précoce pour les inondations de l'oued d'Ambouli existant mais manque de protocole d'alerte et de pièces de rechange FEWSNET existant pour l'alerte précoce</p>	<p><u>Cibles (année 1)</u> Installation de stations météo finalisée dès la première année Création du comité d'alerte (CAPC) dès la première année Déploiement d'un expert à la météorologie nationale dès la</p>	<p>Activité 3.1. Evaluation des besoins et installation des stations météorologiques Activité 3.2: Déploiement d'un expert international au service météorologique; Activité 3.3. Approbation du Comité National d'alerte précoce</p>	<p>Ministère de l'Intérieur Météorologie nationale CERD Ministère</p>	<p>Equipment Consultants Travel Venue</p>

<p>à la famine</p> <p>Une seule station météo existante à Djibouti-ville (pas de couverture des régions de l'intérieur)</p> <p>Surveillance des niveaux des nappes non existantes</p> <p>Surveillance des capacités de charge des pâturages non existante</p> <p>Non existence de diffusion de messages météo</p> <p>Indicateurs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. nombre de stations météo installées 2. Approbation du CAPC 3. Nombre de staff de la météorologie nationale et du CERD sur le suivi des données météorologiques, l'interprétation des données et les technologies d'alerte précoce 4. Ensemble d'indicateurs clairement définis pour la sécheresse 5. Nombre de données envoyés par les équipes de terrain à leurs ministères de tutelle en vue d'alimenter en données le CAPC 6. Nombre de puits et forages dont le niveau de la nappe est vérifiée 	<p>première année</p> <p><u>Cibles (année 2-3)</u></p> <p>Indicateurs de sécheresse définis à l'année 2</p> <p>Formation des membres du CAPC et des agents de terrain la deuxième année</p> <p>Les réunions du CAPC continuent pendant les années 2 et 3</p> <p>Le CAPC produira et disseminera des messages pendant les années 2 et 3</p>	<p>et développement d'indicateurs de sécheresse;</p> <p>Activité 3.4. Formation du staff de la météo</p> <p>Activité 3.5. Formation des membres du comité d'alerte précoce ;</p> <p>Activité 3.6. Formulation d'une série d'indicateurs pour le suivi de la sécheresse;</p> <p>Activité 3.7. Emission de messages périodiques et dissémination des messages aux décideurs et aux communautés;</p> <p>Activité 3.8. Installation des systèmes de suivi des nappes;</p> <p>Activité 3.9. mis en place d'un système de suivi des capacités de charge des pâturages;</p>	<p>de l'Eau Ministère l'Agriculture</p> <p>de</p>	
<p>Produit 4: Des plans de contingence sectoriels sont développés et alignés avec le plan ORSEC;</p> <p>Référence:</p> <p>Un plan de contingence national ORSEC datant de 1985 existe au niveau de la</p>	<p>Cibles (année 1)</p> <p>Evaluation des besoins effectuée</p> <p>besoins</p>	<p>Activité 4.1. Evaluation des besoins</p> <p>Activity 4.2. organisation d'ateliers de formations sur les plans de contingence</p>	<p>Ministère l'Intérieur</p> <p>de</p>	<p>Consultants Voyage Venue</p>